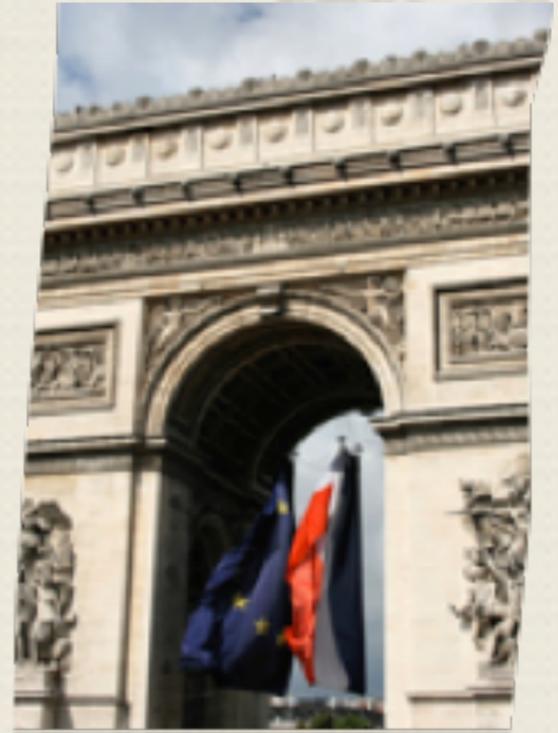


LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 5 OCTOBRE 2017

SOMMAIRE

- 1) **LAFARGE finance DAECH**
- 2) **Le ton monte**
- 3) **Du souci à se faire**
- 4) **Le délire de Manuel Valls...**
- 5) **... et il s'enfonçe encore plus**
- 6) **Macron le n'importe quoi**
- 7) **Ils se tiennent par les bourses...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Lafarge : les députés refusent l'amendement France insoumise qui "réquisitionne" les entreprises finançant Daech

LAFARGE
Construire
des villes meilleures™

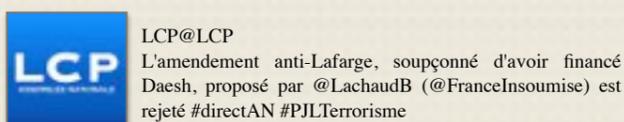
Lors de l'examen de loi sur la sécurité intérieure, les Insoumis ont proposé un amendement visant à autoriser une "saisie inamicale" lorsque des entreprises comme Lafarge sont accusées de financer des groupes terroristes. Un amendement rejeté qui tirait son origine d'une proposition de Mélenchon durant la campagne présidentielle.

Le cimentier LafargeHolcim peut souffler un grand coup. Malgré les révélations du Monde sur ses transactions financières avec l'Etat islamique en Syrie dans le but de continuer à couler du ciment - ce qui équivaut à un financement d'une entreprise terroriste - la société ne verra pas ses biens confisqués. Et ce, malgré les efforts du groupe de députés de La France insoumise.

Mardi 26 septembre, lors de l'examen du projet de loi renforçant la sécurité intérieure, le groupe des Insoumis a défendu un amendement visant à intégrer un dispositif de "saisie inamicale" pour prévenir des actes de terrorisme. Notamment lorsque "il existe des raisons sérieuses" qui "indiquent un financement direct ou indirect de la commission d'actes terroristes" par une entreprise française. Le groupe défend la possibilité pour le ministre de l'Intérieur de pouvoir confisquer "tout ou partie" des biens de ladite entreprise.

"Déjà fait dans l'Histoire"

Dans l'hémicycle, Bastien Lachaud, député Insoumis de Seine-Saint-Denis et membre de la commission Défense, a rappelé que "ça a déjà été fait dans l'Histoire. Ça a été à l'honneur de ceux qui l'ont fait en 1945, il n'y a pas de raisons de ne pas continuer aujourd'hui". Dans l'amendement déposé les députés précisent : "Avec un tel arsenal à sa disposition, le gouvernement pourra ainsi rassurer le peuple français sur le fait que des sociétés comme LafargeHolcim ne s'aventurent à financer Daech ou des groupes terroristes, tel qu'ils l'ont reconnu en mars 2017 (pour assurer notamment la sécurité d'une cimenterie en Syrie en 2013 et 2014)". Une référence qui n'emportera pas le consentement du rapporteur LREM de la commission des Lois ni du ministre de l'Intérieur Gérard Collomb. Ce dernier précisant pour justifier son refus qu'"une information a été ouverte contre X pour des personnes qui auraient participé au financement du terrorisme". La majorité présidentielle a rejeté l'amendement.



Proposition de campagne

L'origine de cet amendement se retrouve dans les propos de Jean-Luc Mélenchon lors de la campagne présidentielle.

LAPRESSEENREVUE.EU

Lors du débat du 20 mars sur TF1 entre les cinq principaux candidats à la présidentielle, l'actuel président du groupe de LFI au Palais Bourbon avait lancé : "Ceux qui collaborent avec l'ennemi doivent être châtiés, en particulier l'entreprise Lafarge qui a payé les troupes de gens qui ont assassiné des gens chez nous. Ceux-là doivent être punis, réquisitionnés et en tout cas leur faire payer chèrement ce qu'ils ont fait."

Lire aussi

Au débat sur TF1, Mélenchon veut "réquisitionner" Lafarge pour son rôle en Syrie

Le refus du gouvernement ce mardi étonne le parlementaire de LFI : "Il faut agir rapidement pour fermer un lieu de culte mais quand il s'agit de financer à hauteur des dizaines de milliers d'euros par mois Daech, là on peut prendre notre temps et laisser continuer. Ce n'est vraiment pas acceptable".

Le 21 juin 2016, Le Monde publiait une longue enquête qui levait le voile sur les arrangements entre la cimenterie de Jalabiya, dans le nord-est de la Syrie, "fleuron du cimentier français (Lafarge) au Proche-Orient" et l'organisation Etat islamique (EI), Daech. Quelques mois plus tard, le groupe franco-suisse LafargeHolcim reconnaissait, dans les conclusions d'une enquête interne, avoir "remis des fonds à des tierces parties afin de trouver des arrangements avec un certain nombre de ces groupes armés, dont des tiers visés par des sanctions". Et les auteurs du rapport d'avouer : "Avec du recul, les conditions exigées pour assurer la continuation du fonctionnement de l'usine étaient inacceptables".



II) Face à Macron, les leaders de FO et de la CFDT vont durcir le ton

Mauvaise nouvelle pour le gouvernement, les leaders de FO, Jean-Claude Mailly, et de la CFDT, Laurent Berger, sont poussés par leur base à se montrer plus offensifs



23 mai, Jean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, et Emmanuel Macron à l'Élysée. (Alain Guilhot/Divergence)

Dans les centrales syndicales, ça chauffe. Après deux jours de comité confédéral national (CCN) agités, le numéro un de FO a tangué mais pas chuté. Les rumeurs d'une démission ont agité vendredi le Landerneau social. Mais de démission, il n'a été nullement question. "Je quitte mon poste dans six mois, partir avant aurait été ridicule!", confie Jean-Claude Mailly. Sans complètement désavouer "le réformisme militant" prôné par son chef, le "Parlement" de FO lui a

infligé cependant un sérieux revers en l'obligeant à défilier aux côtés des opposants aux ordonnances.

Sur 143 secrétaires d'unions départementales et fédérales, 123 ont voté pour une mobilisation commune avant l'adoption du projet de loi de ratification en novembre. Plus qu'une fronde, cette large majorité témoigne du mécontentement face à une politique que les militants estiment déséquilibrée. Dans les cortèges du 21 septembre comme lors des 80 interventions durant le CCN, la question de l'éviction de Mailly n'a pas été évoquée. Même si certains l'ont souhaitée. Mais sans piper mot. "Ça n'était pas l'enjeu, notre stratégie est validée, estime Jean-Claude Mailly, mais entre la baisse des APL, le Code du travail, les menaces sur les retraites, les attaques contre les fonctionnaires, la hausse de la CSG, le ressentiment augmente. »

A la CFDT, Laurent Berger est aussi contesté

Et pour le numéro un de FO, qui a joué le jeu de la concertation, tendre une oreille bienveillante aux intentions du gouvernement – ou du moins ne pas crier trop fort – n'est plus tenable. Il n'y a pas que sa confédération qui est chahutée par sa base. Au siège de la CFDT, l'ambiance est aussi à la contestation interne. Le 17 septembre, la fédération de la métallurgie a adressé un courrier à son numéro un pour regretter l'absence d'appel à manifester et réclamer une mobilisation nationale. "En colère", Laurent Berger, le secrétaire général, préfère faire entendre sa voix en allant dans les entreprises et en pesant sur la rédaction des futurs décrets d'application. "Dire dans la rue qu'on n'est pas d'accord n'est pas le seul mode d'action syndicale, tempête-t-il. Ceux qui portent la critique la plus acérée, c'est nous, pas un Jean-Luc Mélenchon, qui sert le président de la République."

Depuis le 31 août, quand les partenaires sociaux ont découvert les cinq ordonnances, Berger affiche clairement son opposition. Négociation sans syndicats dans les PME de moins de 50 salariés, référendum dans les moins de 20, suppression du CHSCT... Il est d'accord avec son homologue de FO sur les limites à ne pas dépasser. De là à faire pavé commun...

L'exécutif va devoir lâcher du lest

Jusque-là, les deux leaders préféraient conserver leurs forces pour les futures réformes considérant que, sur les ordonnances, la partie est déjà jouée. Mais les annonces sur les APL et les contrats aidés ont fait grimper le thermomètre. "Ça tombe toujours du mauvais côté, regrette Laurent Berger. Emmanuel Macron veut nous renvoyer au vieux monde, celui qui manifeste et est hostile au changement. Je ne le lui donnerai pas cette chance."

Pour le gouvernement, ce durcissement n'est pas une bonne nouvelle. Emmanuel Macron voulait marquer sa différence avec François Hollande en ne s'appuyant pas sur un interlocuteur privilégié – en l'occurrence, la CFDT – pour mener à bien ses réformes. Il a donc fait quelques concessions à FO sur le calendrier et le rôle des branches pour l'avoir à ses côtés. Maintenant que les deux centrales haussent le ton pour conserver le soutien de leur base, l'exécutif va devoir lâcher du lest.

Le Président rencontrera les partenaires sociaux le 12 octobre pour leur exposer le déroulement des discussions sur l'assurance chômage, la formation professionnelle et l'apprentissage. "On n'acceptera aucune remise en cause des droits des chômeurs", prévient déjà le patron de FO.

Le 10, toutes les centrales seront dans la rue pour protester contre le malaise dans la fonction publique. "Du jamais-vu depuis dix ans!", relève Jean-Claude Mailly, qui défilera à Paris. Laurent Berger, lui, manifesterà en Vendée. Cette date ne doit rien au hasard, car ce jour-là s'ouvrent des discussions salariales au ministère de l'Action et des Comptes publics. Les mèches sont allumées. Face à lui, l'exécutif a donc désormais deux anciens soutiens qui promettent de porter le fer lorsque les débats sur la loi de finances débiteront au Parlement. "Il ferait mieux d'écouter les organisations qui ne vont pas le lâcher sur les principes de justice sociale et qui seront prêtes à construire des avancées", prévient le leader cédétiste. L'opposition se construit un front commun. Avec des méthodes différentes.

Par Emmanuelle Souffi Suivre @emmasouffi

lejdd.fr



III) Les inégalités de revenus nuisent à la croissance

Un document de travail du Fonds monétaire international (FMI) conteste la théorie libérale du « ruissellement », selon laquelle l'enrichissement des plus riches bénéficierait à la croissance.

Par Claire Guélaud

Les tenants de la théorie du « ruissellement » ou « trickle down », selon laquelle les revenus des plus riches contribueraient à la croissance, ont du souci à se faire : des économistes du Fonds monétaire international (FMI) contestent ouvertement cette approche. Dans une étude sur les causes et les conséquences des inégalités, présentée lundi 15 juin, ils établissent au contraire que, plus la fortune des riches s'accroît, moins forte est la croissance.

Lorsque la part de gâteau des 20 % les plus aisés augmente de 1 %, le produit intérieur brut (PIB) progresse moins (- 0,08 point) dans les cinq ans qui suivent. Autrement dit, les avantages des plus riches ne ruissellent pas vers le bas, contrairement aux convictions des économistes néolibéraux qui défendirent les politiques de Margaret Thatcher et de Ronald Reagan et les baisses d'impôt pour les hauts et très hauts revenus.

En revanche, une augmentation de même importance (+ 1 %) de la part des revenus détenue par les 20 % les plus pauvres est associée à une croissance plus forte de 0,38 point.

Réduire les inégalités pour soutenir la croissance

Cette corrélation positive vaut aussi pour la classe moyenne. Probablement soucieux de ne pas être accusés d'angélisme, les auteurs de ce travail, qui lance le débat au FMI sans engager pour l'instant

l'institution, prennent soin de faire remarquer qu'un « certain degré d'inégalité peut ne pas être un problème dans la mesure où cela incite les individus à exceller, à se battre, à épargner et à investir pour aller de l'avant ». Ils tirent, par ailleurs, de leurs travaux la conclusion générale que les dirigeants politiques doivent faire porter leurs efforts sur les plus pauvres et sur la classe moyenne pour réduire les inégalités et soutenir la croissance.

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est parvenue à des conclusions similaires. Dans un travail de décembre 2014, repris en mai dans son troisième rapport sur les inégalités intitulé In It Together : Why Less Inequality Benefits All («Tous concernés : pourquoi moins d'inégalité bénéficie à tous »), elle établit que l'augmentation des inégalités entre 1985 et 2005 a coûté en moyenne près de 4,7 points de croissance cumulée dans les pays avancés, moins du fait de l'envolée des revenus des plus riches que du sort réservé aux 40 % les plus défavorisés.

L'institution a révélé que la France, bien qu'en position moyenne, a été le troisième de ses 34 pays membres pour l'augmentation des inégalités entre 2007 et 2011. Autrement dit, pendant le quinquennat de Nicolas Sarkozy. L'Observatoire des inégalités a dressé un état des lieux dans son premier rapport sur les inégalités en France du 4 juin.

1 % de la population mondiale détient la moitié de la richesse

L'étude du FMI est plus large que celle de l'OCDE puisqu'elle porte sur un échantillon d'une centaine de pays : économies avancées, émergents et pays en développement. Elle permet donc de progresser dans la compréhension de la dynamique des inégalités et de ses moteurs. Ses auteurs font observer que globalisation financière et progrès technologiques sont associés, partout, à une augmentation de la part des revenus détenue par les 10 % les plus riches, désormais neuf fois plus importante que celle détenue par les 10 % les plus pauvres.

Dans les pays avancés, le fossé entre riches et pauvres s'est creusé comme jamais depuis plusieurs décennies. Dans les pays émergents et en développement, en revanche, l'augmentation des inégalités s'explique d'abord par le fait que les revenus des classes moyennes supérieures ont rejoint ceux des classes supérieures, comme en Chine et en Afrique du Sud.

La concentration de la richesse mondiale est spectaculaire. Près de la moitié de celle-ci, soit 110 000 milliards de dollars (97 441 milliards d'euros), est détenue par 1 % de la population. Dans une étude sur la richesse mondiale en 2015 rendue publique lundi, le Boston Consulting Group (BCG) révèle à ce propos que le nombre de millionnaires en dollars a crû de 16 % en un an et que l'Asie-Pacifique (hors Japon) devrait être la région comptant le plus de millionnaires en 2016, devant l'Amérique du Nord.

L'assouplissement du marché du travail favorise les inégalités

Les grands perdants de ces évolutions qui ont été amplifiées par la crise de 2007-2008 sont les classes moyennes, victimes de la polarisation des revenus du travail aux extrémités de l'échelle des revenus (les plus qualifiés et les peu ou pas qualifiés, généralement protégés dans les pays avancés par l'existence d'un salaire minimum.) Les économistes du FMI observent par ailleurs

que l'assouplissement du marché du travail va de pair avec une inégalité croissante et l'enrichissement des 10 % les plus aisés. Ils en concluent que la flexibilité du marché du travail bénéficie aux plus riches et réduit le pouvoir de négociation des travailleurs pauvres. Les organisations syndicales ne disent pas autre chose...

Ces résultats sont cohérents avec une autre étude du Fonds, non encore publiée, selon laquelle, dans les économies avancées, le décrochage du salaire minimum par rapport au salaire médian va de pair avec une hausse des inégalités et la diminution du taux de syndicalisation est fortement corrélée à la hausse des revenus des 1 % plus riches.

Pour réduire les inégalités, les experts du FMI recommandent dans les pays émergents et en développement de donner aux plus pauvres accès aux services financiers. Dans les pays avancés, l'accent doit être mis sur le développement du capital humain et des compétences et sur une politique fiscale plus redistributive, par le biais des impôts sur la fortune et la propriété, ainsi que sur une fiscalité des revenus plus progressive.

Par Claire Guélaud

lemonde.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Manuel Valls : la France insoumise "a un discours islamo-gauchiste"

Manuel Valls a attaqué violemment mardi matin la France insoumise sur sa complaisance supposée avec l'islam politique et radical.



L'ancien Premier ministre Manuel Valls. (Capture d'écran)

Ce sont des propos très durs qu'a tenu Manuel Valls mardi matin sur RTL sur la France insoumise. "Je pense que dans leur discours, dans leurs pratiques concernant l'islam radical, il y a de la complaisance, il y a de l'ambiguïté en tout état de cause. Je pense que c'est un discours islamo-gauchiste", a-t-il lancé avant de s'en prendre à la députée Danièle Obono (France insoumise) qui avait renoncé à trouver un signe de radicalisation dans le fait qu'un chauffeur de bus refuserait de prendre le volant à la suite d'une femme.

Dans la journée, la France insoumise a dénoncé dans un communiqué des "insultes insupportables" de Manuel Valls qui "se

radicalise" et "se [vautre] dans l'outrance en maniant les amalgames et en adoptant le point de vue de l'extrême droite." Et d'asséner : "Cette attitude irresponsable est indigne d'un ancien premier ministre. Décidément, Monsieur Valls ne sait plus quoi faire pour continuer à exister."

Monsieur Valls ne sait plus quoi faire pour continuer à exister

Manuel Valls : "Une complicité avec un islam politique"

"Quelqu'un qui refuse ce que vous dites là, est-ce que c'est le signe d'une radicalisation? (...) je ne sais pas (...) on peut être sexiste et religieux, ou pas croyant", avait affirmé Danielle Obono dimanche sur BFMTV. "Est-ce que je crois que quelqu'un qui refuse de conduire un bus après une femme doit être mis sur écoute, perquisitionné, mis en centre de rétention comme le proposaient y compris des députés de la droite? Non!", s'était-elle également exclamée.

Sur RTL, Manuel Valls a dénoncé ces déclarations : "C'est plus que la complaisance, c'est une complicité avec un islam politique. Nous faisons face à une idéologie totalitaire que nous devons combattre. Cette idéologie totalitaire trouve sa source dans l'islam politique." Ce n'est pas la première fois que Manuel Valls dénonce la complaisance supposée de la France insoumise avec l'islam politique. C'est ce qu'il avait également fait jeudi dernier à l'Assemblée : "Je continuerai à dénoncer vos prises de position, vos alliances, les liens avec les Indigènes de la République et avec tous ceux qui, dans les quartiers, représentent un vrai danger. Parce que derrière cela, il y a l'islamisme radical et l'islam politique (...). On peut se retrouver parfois sur la défense des valeurs, mais malheureusement nous sommes et nous resterons des adversaires parce que vous n'avez pas pris conscience de ce qu'il y a aujourd'hui dans notre société."



Par Michaël Bloch Suivre @Micbloch



V) Valls poursuit sa dérive ultradroitière

Audrey Loussouarn L'Humanité

Is n'ont pas honte ! Manuel Valls a réitéré hier ses attaques à l'égard des insoumis, « islamo-gauchistes ». Tandis qu'il flirte avec l'extrême droite israélienne.



Manuel Valls a une obsession, dont les soubresauts réapparaissent à chaque attentat . Hier matin, sur RTL, le député de l'Essonne apparenté LREM s'est attaqué à ceux qui, à ses yeux, font le jeu de l'islamisme : les insoumis, ces « irresponsables » qui, « dans leur discours et leurs pratiques », font preuve de « complaisance », voire de « complicité avec l'islam radical ». Réitérant son idée que l'acte terroriste ne s'explique pas – « c'est déjà vouloir un peu excuser » –, et estimant d'autorité que « le terrorisme n'est pas lié au chômage ou à la misère », l'élu a qualifié d'« islamo-gauchiste » la France insoumise.

Revoilà le terme, déjà classique du côté du FN. Jeudi dernier dans l'Hémicycle, Manuel Valls s'est d'ailleurs fait applaudir par les élus frontistes, après avoir emboîté le pas à Bruno Bilde (FN), qui parlait des « islamo-gauchistes de la France si soumise ». À croire que ne pas être islamophobe, ne pas se vautrer dans l'amalgame constant entre islam et islamisme et travailler sur toutes les causes, y compris sociales, du terrorisme revient à faire le jeu des assassins. « Nous aurions aimé que M. Valls démontre sa volonté réelle de lutter contre les actes terroristes en appuyant nos amendements visant à s'attaquer aux sources de leur financement », a répondu la FI dans un communiqué.

Reste que, en termes de fréquentabilité, Manuel Valls semble n'avoir de leçon à donner à personne, puisque, en plus d'avoir chanté des louanges au régime de Benyamin Netanyahu, il a carrément rencontré à la mi-septembre la frange la plus radicale du paysage politique israélien, en posant avec Ayelet Shaked. La ministre de la Justice, issue du parti ultranationaliste le Foyer juif, avait en 2014 relayé sur Facebook un article comparant les enfants palestiniens à « des petits serpents » et à des « terroristes à éliminer », dont les maisons et les mères doivent « disparaître ».

Audrey Loussouarn



VI) Macron, Robin des bois pour le Trésor, président des riches pour l'OFCE

Par Luc Peillon



Emmanuel Macron le 26 septembre à Paris. Photo Ludovic

Une étude publiée mercredi matin par la direction générale du Trésor sur l'impact, en terme de redistribution, des mesures fiscales et budgétaires de la majorité semble contredire celle réalisée par l'OFCE au début de l'été. Explications des différences.

L'exécutif n'a pas du tout envie de laisser s'installer l'idée d'un «Macron, président des riches». Alors qu'une étude de l'OFCE indiquait, cet été, que les plus aisés, proportionnellement à leurs revenus, bénéficieraient davantage des nouvelles mesures fiscales et budgétaires, le Trésor a publié ce mercredi un rapport affirmant, en apparence, le contraire.

Ainsi, dans une étude rendue publique mi-juillet, l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) indiquait que 46% des gains issus des nouvelles mesures du gouvernement profiteront, à l'issue du quinquennat, aux 10% les plus riches.

Par ailleurs, l'OFCE expliquait que les 10% les moins riches verraient leur revenu croître de 1%, tandis que celui des 10% les mieux lotis progresserait de 2,6%. Même chose en euros, avec un avantage de 81 euros nets par an pour les 10% des ménages les moins aisés, contre 1 487 euros pour les 10% les plus fortunés.

Impact annuel	Milliards d'euros 2015	Euros 2015 par ménage	Relativement au revenu du ménage
d1	0,23	81	1,0 %
d2	0,49	173	1,4 %
d3	0,63	223	1,5 %
d4	0,51	181	1,1 %
d5	0,70	246	1,3 %
d6	0,78	275	1,3 %
d7	0,99	352	1,5 %
d8	0,52	185	0,7 %
d9	0,09	34	0,1 %
d10	4,20	1487	2,6 %
Ensemble	9,15	324	1,4 %

Source : calculs OFCE.

En effet, alors que le bas de l'échelle bénéficiera, par exemple, de la revalorisation de la prime d'activité, du minimum vieillesse et (un peu) de la suppression pour 80% des ménages de la taxe d'habitation, il subira plus fortement la hausse de la fiscalité écologique et du prix du tabac. Le haut, voire le très haut de l'échelle (les 1% les plus fortunés) sera, lui, le principal bénéficiaire de la transformation de l'impôt de solidarité sur la fortune et de la mise en place d'une flat tax (TFU) à 30% sur les revenus mobiliers.



Luc Carvounas@lucarcvounas

Franchement si c'est ça le débat politique à la rentrée...c'est comme si on demandait un audit de la #Bap au vu du résultat, évidemment non! https://twitter.com/lelab_e1/status/

Une référence à la Belle Alliance populaire (BAP) de Jean-Christophe Cambadélis pas si anodine puisque quelques jours plus tôt, Marianne publiait une enquête sur son coût, s'interrogeant notamment sur les sommes exorbitantes engagées lors de la convention du 3 décembre 2016 - facture à l'appui - et le choix des prestataires.

Ajoutée aux révélations de Mediapart au cours de l'été sur l'état social du parti, ces articles "ont agacé au PS. Certains hollandais y ont vu la main des hamonistes – ce qui est faux –, d'où sans doute leurs propos peu amènes quelques jours plus tard", affirme le média dans un article publié fin août. Pas faux. Un hollandais fulmine encore aujourd'hui : "Les amis de Hamon ont voulu faire les malins en sortant des affaires sur Cambadélis". Joint par téléphone, Julien Dray, se justifie lui autrement : "Il n'y a aucun calcul derrière ça, c'est juste un questionnement normal avec une campagne qui a coûté 16 millions d'euros sans événements majeurs. J'ai déjà eu à organiser des campagnes présidentielles et ça m'interroge, c'est tout". Et de se plaindre de la réplique des hamonistes : "Ils se sont servis de moi comme d'une tête à claque pour faire peur aux autres".

Un proche de Hamon ironise sur un Julien Dray se posant "en chevalier blanc de la probité"

Car selon l'édition du Canard enchaîné du mercredi 30 août, Benoît Hamon, suite à cette sortie, aurait fait appeler plusieurs hollandais pour leur faire suivre un message simple : "Si vous continuez, on balance toute la vérité sur la campagne présidentielle de Ségolène Royal (2007) et de François Hollande (2012) Et on connaît beaucoup". Après coup, si dans l'entourage de Benoît Hamon, on se refuse à en dire plus, l'un d'eux confie tout de même énigmatique : "Ca me fait toujours rire de voir Julien Dray se poser en chevalier blanc de la probité..." Un autre, avant de raccrocher lâche que "sur l'argent on n'a rien à se reprocher. Benoît nous a suffisamment fait chier sur les questions financières. Ce qui n'est pas le cas de tous mes petits camarades". En clair : gaffe à celui qui ouvrirait la boîte de Pandore socialiste ! Une boîte qui semble particulièrement remplie par des années et des années de militantisme.

Preuve en est, cette confiance d'un élu socialiste au cœur de la machine, qui au détour d'une phrase, lâche très sérieusement : "Est-ce que à ce petit jeu on va remonter aux campagnes de Mitterrand durant lesquelles on allait chercher des liasses de billets chez Pierre Berger ?". Avant de se reprendre immédiatement : "Enfin, je dis ça, je n'en sais rien hein !" Malheureusement ou heureusement pour le PS, le principal intéressé n'est plus là pour infirmer ou confirmer...

Est-ce qu'on va remonter aux campagnes de Mitterrand durant lesquelles on allait chercher des liasses de billets chez Pierre Berger ?

s'interroge un élu socialiste avant de se reprendre

Les petites luttes intestines battent leur plein

De son côté, entre deux sessions du Parlement

européen, Emmanuel Maurel, membre de l'aile gauche non-hamoniste du PS, n'est pas des plus à l'aise dans cette ambiance façon 14-18, avec chaque camp se toisant de sa tranchée, la grenade des affaires à la main, prêt à la dégoupiller à la prochaine escarmouche. "Difficile d'avoir une ambiance plus mauvaise. Déjà qu'on est face à un parti traumatisé après la claque de la présidentielle et des législatives, si maintenant on se balance des pseudos affaires aux visages...", regrette-t-il. D'autant que selon lui, "le travail intellectuel nécessaire à la relance du PS", n'a pas encore été fait. Tout juste note-t-il avec satisfaction que les premières polémiques sur les mesures du gouvernement d'Edouard Philippe ont permis aux socialistes, "même les plus macro-compatibles", de "comprendre que le PS ne peut être que dans l'opposition". Maigre satisfecit.

Car en coulisses, la logique des petites guéguerres pour petits profits bat son plein à Solferino. Ce qui expliquerait cette séquence sur les "affaires". Selon un fin connaisseur des mécaniques socialistes, "Julien Dray a profité de la torpeur de l'été pour lancer une polémique et faire parler de lui. C'est simple, Julien veut devenir premier secrétaire et prendre le PS au prochain congrès. Tous les moyens sont bons pour ça".

Encore faudrait-il qu'un artificier maladroit ne fasse pas sauter la maison socialiste d'ici là...



**A Suivre...
La Presse en Revue**